

Clauses incitatives

Article 1 : clause d'incitation « labellisation relations fournisseurs et achats responsables (RFAR) »

Le ministère des armées invite le titulaire à s'intéresser à la labellisation « relations fournisseurs et achats responsables », basé notamment sur l'ISO 20400:2017 ; il s'agit de permettre la prise en compte et l'amélioration des bonnes pratiques.

Article 2 : clause d'incitation au soutien à l'activité de réserve et à la garde nationale

Le ministère des armées invite le titulaire à devenir « partenaire de la défense nationale » notamment en signant une convention de soutien à la politique de réserve militaire.

Le secrétariat général de la garde nationale vous accompagne dans cette démarche-pour toute information : contact@garde-nationale.gouv.fr et les sites internet : <http://www.reservistes.defense.gouv.fr> et <https://www.defense.gouv.fr/reserve>

Article 3 : certificat de bonne exécution du marché (CBEM)

Le ministère des armées peut délivrer, au titulaire du présent marché ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, « un certificat de bonne exécution du marché public » sur demande du titulaire ou de sa propre autorité. La délivrance de ce certificat se fait à l'issue de l'exécution totale du marché public.

La décision de délivrance est soumise à la libre appréciation du ministère des armées qui dispose à cet égard d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat peut notamment être refusée si :

- la quantité ou la qualité des livrables ou des prestations attendues n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'avère difficile ;
- le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard ;
- le marché est résilié aux torts du titulaire.